



Théâtre national de l'Odéon  
2, rue Corneille  
75006 Paris

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX ET PRESTATIONS ASSO-  
CIEES RELATIFS AU REMPLACEMENT COMPLET DE L'AS-  
CENSEUR ET DU MONTE-CHARGE DE L'ATELIER BERTHIER  
(B1) POUR LE COMPTE DU THEATRE NATIONAL DE  
L'ODEON**

**MARCHÉ N°2025-002**

## Table des matières

<b>1. OBJET DU MARCHÉ</b> .....	3
1.1. Objet du marché.....	3
1.2. Étendue des prestations.....	3
1.3. Missions du Titulaire .....	3
1.4. Documents à fournir .....	4
1.5 Coordination et suivi de travaux.....	5
1.6. Propreté du chantier .....	5
1.7. Normes, règlements et références.....	5
1.8. Classement du bâtiment.....	6
<b>2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS</b> .....	7
2.1. Équipements Cabines .....	7
2.2. Équipements paliers .....	8
2.3. Équipements en gaine.....	9
2.4. Manœuvre.....	9
2.5. Finitions.....	10
2.6. Limites de prestation .....	10
2.7. Qualité des matériaux.....	12
<b>3. CONNAISSANCE DES LIEUX</b> .....	12
<b>4. Préparation, Coordination et Exécution des travaux</b> .....	13
<b>5. Marquage CE</b> .....	17
<b>6. Essais et réception</b> .....	17
<b>7. Documents conformes à l'exécution</b> .....	19
<b>8. Conditions de Garantie</b> .....	20
<b>9. Maintenance et assistance</b> .....	21

## 1. OBJET DU MARCHE

### 1.1. Objet du marché

Le présent marché comprend le remplacement complet de l'ascenseur et du monte-charge hydraulique par des appareils neuf électrique dit « sans local machinerie », de conception plus sure.

Les appareils sont situés dans le bâtiment des ateliers Berthier (B1) du Théâtre National de l'Odéon, sis 38 boulevard Berthier, Paris 17ème.

### 1.2. Étendue des prestations

Les prestations du Titulaire comprennent les fournitures, le transport et la mise en œuvre nécessaires à la réalisation de l'ouvrage tel qu'il est décrit ci-après, et dans le jeu de plans joint à ce descriptif. Sont notamment à sa charge :

- La fourniture et le transport à pied d'œuvre des matériaux.
- Leur mise en place et leur montage définitif.
- Le réglage et la mise en place des appareils.
- Les essais des installations.
- L'enlèvement du matériel en excès et le nettoyage du chantier.
- Les aménagements provisoires pour les besoins de son personnel de chantier et pour le stockage de ses fournitures.
- Les scellements, les saignées et les raccords.
- Les percements et les rebouchages.
- La protection antirouille des parties métalliques.
- La fourniture de lampes pour les appareils d'éclairage.
- L'antiparasitage des installations.
- La réalisation des lignes provisoires pour l'alimentation de ses outils électriques.
- L'installation éventuelle d'échafaudages.

Le Titulaire aura donc également à sa charge l'ensemble des travaux annexes (dépose du matériel hydraulique existant, adaptation des baies palières, dépose de tout le matériel situé dans les locaux machineries existants, fourniture et pose des appareils neufs, électricité, finitions palières, etc.) nécessaires à la parfaite réalisation de ses ouvrages.

### 1.3. Missions du Titulaire

Le Titulaire doit vérifier que les stipulations des pièces du marché sont conformes à l'Art de bâtir et aux règlements de sa profession.

Il doit appeler l'attention du Maître d'œuvre, sur les inconvénients qui pourraient résulter des ordres reçus, soit pour ses propres travaux, soit pour ceux des autres corps d'État.

Il lui appartient de provoquer, avant la mise en route et en cours des travaux, la remise par le Maître d'œuvre de tous les documents et renseignements utiles pour compléter son projet et réaliser son ouvrage, sans pouvoir prétendre à aucune augmentation des prix en raison d'oubli, ou pour toute autre raison quelle qu'elle soit.

Il s'engage à exécuter tous les travaux nécessaires à la livraison de l'ouvrage complètement achevé et en état de marche, de manière que celui-ci offre les meilleures caractéristiques, de durée et de bon fonctionnement, compte tenu de l'état actuel des connaissances techniques.

Il doit également proposer, en temps utile, au Maître d'œuvre toutes les modifications aux dispositions du projet ou aux ordres reçus, qui seraient de nature à améliorer la qualité de ses travaux.

#### **1.4. Documents à fournir**

---

##### **1.4.1. En phase travaux**

Suite à la notification du marché, le Titulaire doit soumettre au Maître d'œuvre, Maître d'ouvrage et Contrôleur technique un jeu de plans et de schémas détaillés des installations, comportant toutes les indications nécessaires à la parfaite compréhension des ouvrages.

Ce dossier sera fourni en trois exemplaires et comprendra :

- Les plans et coupes avec entre autres :
  - Cotation et réserves, appareil en positions extrêmes.
  - Les besoins en termes de Génie civil.
  - Les plans et schémas des installations et des circuits de sécurité.
  - Le schéma des armoires électriques.
  - La nomenclature des matériels
  - Les PV d'essai des matériels et marquages CE de ceux-ci.
  - Les PV des matériels (cellules, limiteur, parachute...).
  - Les certificats de conformité à la Norme et à la Directive Européenne 2014/33/UE.
  - Les caractéristiques IP du matériel installé.
  - Les essais Coprec (en fin de travaux).

##### **1.4.2. En fin de travaux**

En fin de travaux, le Titulaire remettra au Maître d'œuvre cinq exemplaires des plans d'exécution et cinq exemplaires sur clés USB établis sous Autocad rectifiés compte tenu des modifications apportées en cours des travaux, ainsi que des notices d'entretien de tous les équipements fournis. Les documents graphiques seront transmis aux formats dwg et pdf.

L'ensemble de ces documents comprendra la date de mise à jour, les noms du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre, du Titulaire et la phase de réalisation "DOE" (Dossier des Ouvrages Exécutés).

Le Titulaire aura l'obligation de remettre au Maître d'Ouvrage les documents et les appareils utiles à la maintenance ultérieure des ascenseurs (documents techniques, terminaux de programmation, etc.)

Les logiciels à utiliser seront les suivants :

- Autocad (dernière version) pour les plans.
- Excel (dernière version) pour les tableaux.
- Word (dernière version) pour les notices et procédures.

L'établissement des plans de fabrication et d'atelier reste à la charge du Titulaire. Un exemplaire de ces plans lui sera retourné par le Maître d'œuvre revêtu de son acceptation ou de ses observations éventuelles.

## **1.5 Coordination et suivi de travaux**

---

Le Titulaire du présent marché aura à sa charge tous les rebouchages des trous qu'il aura exécuté. Il devra également veiller si nécessaire à la reconstitution des degrés coupe-feu réglementaires.

Sont également à la charge du Titulaire :

- La participation à l'établissement du planning général de réalisation des travaux, établi par le Maître d'œuvre dès la date de la remise de l'Ordre de Service de commencer les travaux.
- Les frais d'étude et l'établissement des plans d'exécution.
- L'assistance aux réunions hebdomadaires de coordination de chantier, où il sera représenté par une personne qualifiée, ayant reçu l'agrément du Maître d'œuvre.
- L'accompagnement du Contrôleur technique lors de ses visites. Il s'engage à fournir en temps utile, toutes les informations nécessaires à la coordination et au bon avancement des travaux, sous peine de prendre à sa charge les conséquences d'informations tardives ou erronées, y compris les incidences qui pourraient en résulter pour les autres corps d'État.

## **1.6. Propreté du chantier**

---

Le Titulaire est responsable de la propreté sur l'ensemble du chantier.

Il devra évacuer tous les déchets, gravois, etc. au fur et à mesure de leur production, quelle que soit leur origine, et les enlever aux décharges publiques.

L'ensemble du chantier et tous les emplacements où le Titulaire aura été autorisé à circuler ou à déposer ses matériaux, seront nettoyés chaque semaine dès le début de la dernière journée ouvrable.

Le Titulaire devra exécuter en complément des nettoyages prévus ci-dessus, tous ceux demandés soit par le Maître d'œuvre, soit par le Maître d'ouvrage et à quelque moment que ce soit.

## **1.7. Normes, règlements et références**

---

Les travaux doivent être réalisés en accord avec les Normes et Règlements en vigueur, et plus particulièrement en conformité avec les spécifications des Normes et notamment les documents mentionnés ci-dessous dont la liste n'est pas exhaustive.

Le Titulaire est donc tenu de respecter toutes les prescriptions de ces documents et il ne pourra prétendre à aucune indemnité ou plus-value pour les travaux de réfection, montage et démontage résultant de la mise en conformité de ses ouvrages avec les textes de Normes et Règlements en vigueur.

Le Titulaire, en tant que spécialiste, doit faire son affaire des DTU, règles de calcul, règles de l'art, règles professionnelles, règles d'exécution, normes, etc. en vigueur à la date de notification du marché.

Tous les matériels et installations devront satisfaire aux exigences des textes administratifs, législatifs ou techniques qui leur seront applicables à la date de notification du marché.

Une attention particulière sera apportée aux normes, textes de lois et documents suivants :

Directive Européenne 2014-33-UE, Marquage CE.

- NF EN 81-20 et NF EN 81-50 (2014) : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs électriques.
- NF EN 81-70 (Mai 2018) : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs. Applications particulières pour ascenseurs et ascenseurs de charge, partie 70 : accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap.
- NFP 82.207 : Dispositif d'appel prioritaire pompier.
- Décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- RÉGLEMENTATION ERP applicable à tous les ERP de 1ère à la 4ème catégorie/AS – Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.
- Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public, livre II : Dispositions applicables aux établissements des quatre premières catégories ; TITRE DEUX : Dispositions particulières
- Arrêté du 6 mars 2006 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (meubles rembourrés, ascenseurs et autres).
- Les règles et dispositions concernant la sécurité émanant du ministère du travail.
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

#### Normes de l'Union Technique de l'Électricité (UTE).

- Les guides, prescriptions provisoires et fiches d'interprétation de l'UTE, et plus particulièrement :
  - La NFC 15.100.
  - Les prescriptions provisoires de l'UTE.
  - Les guides pratiques de l'UTE pour la réalisation des installations électriques.
  - La NFC 12.100 relative à la protection des Travailleurs dans les Établissements qui mettent en œuvre des courants électriques

Le Titulaire devra tenir compte également des Règles de l'Art propres à sa profession ainsi que des textes réglementaires qui pourraient être publiés postérieurement aux présents. L'installation sera réalisée selon les normes électriques, de compatibilité électromagnétique et règlements en vigueur lors de la notification du présent marché.

Il est toutefois précisé que certaines prescriptions du C.C.T.P. peuvent prévoir des prestations non imposées par la réglementation.

Il reste bien entendu que le Titulaire ne pourra se prévaloir de cette réglementation pour se soustraire aux obligations définies par le présent marché.

A contrario, si une obligation découlant de cette réglementation n'était pas explicitement précisée dans les pièces du présent marché, le Titulaire y serait soumis.

Les ascenseurs proposés devront être conformes à l'ensemble des réglementations applicables en la matière.

**Les appareils seront à ce titre marqués CE** à la réception par le Titulaire. La norme NF EN81-20 est prise en référence pour le niveau de sécurité à atteindre.

Une préférence sera donnée aux matériels fabriqués et installés suivant les standards de qualité **ISO 9001 version 2000**. Le respect du standard **ISO 14001** (fabrication et/ou installation) devra également être précisé dans l'annexe.

En cas de réserves réduites, la norme EN 81-21 devra être prise en référence pour la conception des mesures compensatoires.

#### 1.8. Classement du bâtiment

Le bâtiment Berthier B2 est classé ERP de type L (4ème catégorie).

Le bâtiment est soumis également au Code du Travail.

## 2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

**Avertissement :** toutes les cotes sont communiquées à titre d'information. Il appartiendra aux candidats de vérifier celles-ci sur site avant remise de leurs offres, fabrication des appareils et établissement de leurs plans d'exécution.

Note :

### CARACTÉRISTIQUES ASCENSEUR

<b>Charge :</b>	630 Kg – 8 personnes
<b>Niveaux desservis :</b>	RC + 3 = 4 niveaux
<b>Profondeur cuvette :</b>	1400 mm
<b>HDN :</b>	2800 mm ( <b>environ</b> ).
<b>Vitesse :</b>	1 vitesse (variation de fréquence) – 0,80 m/s minimum
<b>Courant :</b>	Triphasé – 380 Volts
<b>Dimension de la gaine existante :</b>	Prof = 1730 mm x Larg = 1580 mm
<b>Dimension de la cabine existante :</b>	Prof = 1450 mm x Larg = 1050 mm x Haut = 2100 mm
<b>Passage libre (cab et pal existant) :</b>	Larg = 800 mm x Haut = 2000 mm ( <b>faire PL 900x2000</b> ) Porte cabine et palières existantes à 2 vantaux ouverture latérale

### CARACTÉRISTIQUES MONTE-CHARGE

<b>Charge :</b>	1200 Kg – 16 personnes
<b>Niveaux desservis :</b>	RC + 4 = 5 niveaux Face A = RC + 1 <sup>er</sup> / Face C = 2 <sup>ème</sup> – 3 <sup>ème</sup> – 4 <sup>ème</sup>
<b>Profondeur cuvette :</b>	1400 mm
<b>HDN :</b>	2800 mm ( <b>environ</b> ).
<b>Vitesse :</b>	1 vitesse (variation de fréquence) – 0,80 m/s minimum
<b>Courant :</b>	Triphasé – 380 Volts
<b>Dimension de la gaine existante :</b>	Prof = 1830 mm x Larg = 3150 mm
<b>Dimension de la cabine existante :</b>	Prof = 1560 mm x Larg = 1560 mm x Haut = 2100 mm
<b>Passage libre (cab et pal existant) :</b>	Larg = 1550 mm x Haut = 2000 mm Porte cabine et palières existantes à 4 vantaux ouverture centrale

#### 2.1. Équipements Cabines

##### **PANNEAU DE COMMANDE CABINE**

Colonne toute hauteur en inox.

Modèle soumis à l'approbation de l'architecte ou de la maîtrise d'ouvrage, similaires dans la forme sur tous les ascenseurs passagers.

- Indicateur de position et de direction
- Pictogrammes relatifs à l'EN 81-28
- Plaque de caractéristiques
- Lumineux surcharge, interdiction de fumer
- Boutons conformes EN 81-70 suivants :
  - o Bouton d'alarme
  - o Boutons des niveaux

##### **TELEALARME - Kit GSM :**

Une téléalarme fonctionnant en protocole ouvert, avec liaison vocale en conformité avec l'EN 81-28 permettra d'entrer en liaison avec les services de secours 24h/24 en cas de non réponse du poste de sécurité.

Elle sera de type Amphitech, Anep, Memco ou techniquement équivalent, conforme au décret n° 2013-664 du 23 juillet 2013, et arrêté du 7 août 2012.

### **TRAPPE ET ÉCHELLE DE SECOURS**

Tout ascenseur pouvant recevoir plus de 8 personnes doit être muni d'une trappe de secours et d'une échelle métallique permettant d'atteindre le toit de la cabine en cas d'arrêt accidentel. Cette échelle peut être placée dans la cabine elle-même, sur son toit ou le long de celle-ci.

### **BLOC AUTONOME D'ÉCLAIRAGE DE SECOURS**

Mise en place d'un bloc de secours, permettant d'alimenter dès la disparition du 220 V, un éclairage de secours avec une autonomie de 1h00. Il sera réalisé par une lampe type « spot fluo » ou « LED », encastré dans le plafond au-dessus de la boîte à boutons des cabines, avec un plastron en acier brossé, ou bien encore par l'alimentation d'un des spots ou éléments d'éclairage normal des cabines.

La puissance minimum autorisée est de 1 W.

L'éclairage minimum autorisée est de 5 LUX.

Dans le cas d'impossibilité technique, il pourra être installé dans le linteau des portes cabines, sur un panneau de cabine, ou reprendra le dispositif d'éclairage existant des cabines.

### **APPAREILS CONFORMES EN 81-70**

Les appareils seront réalisés en suivant les préconisations de l'EN81-70 de mai 2018.

Si des équipements complémentaires à ceux du descriptif doivent être prévus, ils sont réputés inclus à l'offre.

Le système de boucle inductive devra être installé.

## **2.2. Équipements paliers**

---

### **BOUTONS PALIERS**

Les manœuvres seront de type « collective descente », avec bouton d'appel (montée Rc et descente dans les étages).

Il sera prévu une (1) platine palière à chaque niveau desservi par les appareils. Les platines palières seront posées en applique.

Le modèle sera soumis à l'approbation du maître d'ouvrage.

Les percements des trous pour passer les câbles de cette fonction et le traitement coupe-feu du trou créé sont à la charge du Titulaire.

Scellement à effectuer à la charge du Titulaire.

### **INDICATEURS PALIERS**

Les appareils devront être équipés à chaque paliers :

- d'un indicateur de direction (préavis de départ) de la cabine avec gong.
- L'appareil sera équipé au niveau principal :
  - d'un indicateur combiné de position et de direction de la cabine avec gong.

Modèle soumis à l'approbation du maître d'ouvrage, similaires dans la forme sur tous les ascenseurs passagers.

### **CALFEUTREMENT DES PORTES PALIÈRES**



Les calfeutrements des portes palières sont à la charge du Titulaire.  
Le scellement des portes palières est à la charge du Titulaire.

### **EBRASEMENTS ENVELOPPANTS (monte-charge uniquement)**

#### **Potelets de protection palier**

Il sera installé des protections par tube inox de  $\varnothing$  100 mm et d'une épaisseur de 2 mm minimum en limite de passage libre de chaque porte palière de l'ascenseur de charge afin de protéger les colonnes d'entrée des chocs occasionnés lors des phases de manutention. Ils posséderont une hauteur minimum de 800 mm. Ils seront chevillés au sol par l'intermédiaire d'une platine inox soudée d'une épaisseur de 4 mm possédant 4 points de fixation et avec reprise sur les murs latéraux servant de jambe de force. Le Titulaire précisera la marque, le type et le modèle du matériel proposé.

## **2.3. Équipements en gaine**

---

### **TÔLES D'ALIGNEMENT OU VERROUILLAGE MÉCANIQUE**

Mise en place de tôles d'alignement entre chaque porte palière pour limiter la distance entre le seuil cabine et la paroi de la gaine.

Elles seront fixées par rivetage ou vis à tête fraisée, sur deux tubes carrés de 30x30mm de section mis en place entre le linteau de la porte palière inférieure et le seuil de la porte palière supérieure, et cela à chaque niveau. Ces tôles seront d'une épaisseur de 15/10mm, pliées à leurs extrémités pour garantir une certaine rigidité et formeront une paroi lisse sur la largeur du passage libre.

Ces tôles seront livrées traitées anticorrosion avec peinture antirouille ou tout autre finition, l'objectif étant d'assurer la pérennité.

### **MISE EN VEILLE**

Il sera prévu la mise en veille de la partie puissance du système non régénératif.

Il est demandé au présent marché de participer activement aux réunions de mise au point afin de s'assurer de la compatibilité avec la distribution électrique du bâtiment en considérant les scénarios possibles (Alimentation Réseau / Alimentation remplacement / Alimentation secours). A défaut, toutes adaptations, remplacements nécessaires sera intégré au présent marché.

### **ÉCLAIRAGE GAINÉ**

Installation d'un éclairage en gaine via des luminaires fluorescents ou LED protégés mécaniquement et installés à chaque niveau. Le premier étant implanté à 0,50 m du fond de cuvette, le dernier à 0,50 m de la sous face du plancher du dernier niveau.

Les tubes intermédiaires seront implantés légèrement au-dessus des serrures de porte. La commande de l'éclairage pourra se réaliser quel que soit l'accès (fond de fosse, toit de cabine, armoire déportée dans le cas d'installation sans machinerie).

L'éclairage devra être en mesure d'assurer un niveau d'éclairement de 50 lux à 1m au-dessus du toit de cabine.

## **2.4. Manœuvre**

---

### **PÈSE CHARGE ET NON-STOP EN CHARGE**

Mise en place d'un pèse charge électronique, avec capteur(s) de charge précise, qui permettra au microprocesseur de pouvoir effectuer un voyage non-stop en fonction d'un pourcentage de

charge (80%) d'une part et d'autre part, interdire le déplacement de la cabine lorsque celle-ci sera en surcharge (110%). Ce Pèse charge peut être commun au système permettant d'ajuster le couple moteur qui est lié à l'état de charge en cabine. Celui-ci devra être étanche aux projections de liquide.

Le Titulaire précisera la technologie du pèse charge.

## 2.5. Finitions

---

### HABILLAGE CABINE

Panneaux :

Les panneaux sont prévus en inox lin.

Sol : Le plancher cabine sera renforcé par une tôle galvanisée. La finition sera lisse et anti dérapent

Main courante : Ascenseur uniquement, type ronde diamètre 40 en inox

Lisses de protection (Uniquement sur le monte-charge) :

Il sera prévu deux rangées de lisses de protection en bois sur les 2 faces de la cabine.

Panneau de commande : Plastron en acier inoxydable toile de lin.

Éclairage : Éclairage à lampe type "spot LED", à économie d'énergie, permettant d'obtenir les 100 lux réglementaires sur toute la surface des cabines (avec extinction automatique en cas de non utilisation de l'appareil).

Plafond : Faux-plafond en acier peint.

Porte cabine : Finition inox toile de lin.

### PORTES PALIÈRES

Portes (et façades) palières en acier peint à tous les niveaux.

### EBRASEMENTS

Ébrasements enveloppants en acier inoxydable brossé à tous les niveaux.

## 2.6. Limites de prestation

---

### TABLEAU D'ARRIVÉE DE COURANT MACHINERIE

Il est à la charge du Titulaire la mise en place d'un tableau d'arrivée de courant de type DTU. Il sera conforme à la NFC 15.100 et comprendra :

- Un disjoncteur force tétra polaire capable de couper sur tous les conducteurs actifs l'alimentation de l'appareil. Il sera prévu pour l'intensité maximale admissible de l'installation dans les conditions normales d'emploi. Ce disjoncteur sera équipé d'un dispositif de consignation.
- Un disjoncteur différentiel 16A/30mA pour la protection des prises de courant cuvette, cabine et éclairage cabine
- 1 coupe circuit pour la protection de l'éclairage cabine et de la prise de courant cabine.
- 1 coupe circuit pour la protection des prises de courant cabine et gaine.
- Un disjoncteur différentiel 10A/30mA pour la protection de l'éclairage et de la gaine
- 1 coupe circuit pour la protection de l'éclairage gaine.
- 2 prises de courant 16A 2P+T.
- 1 térupteur pour l'éclairage gaine.
- 1 coupe circuit de protection pour l'alimentation du dispositif de demande de secours.
- 1 bornier de raccordement pour la téléalarme et l'alarme cabine ainsi qu'une borne de raccordement de prise de terre.

Les circuits de puissance et d'éclairage seront séparés et devront pouvoir être coupés indépendamment l'un de l'autre.

Le tableau sera positionné de façon à être rapidement et facilement accessible à partir du palier et les différents circuits seront clairement identifiés pour permettre une coupure en urgence.

### **BESOIN EN ALIMENTATION ÉLECTRIQUE**

Il sera mis à disposition du soumissionnaire et par ascenseur :

- Une ligne Force 400v triphasé 50Hz + neutre + terre
- Une ligne Lumière 240v monophasé 50Hz protégée par un disjoncteur différentiel 30mA

Les adaptations liées aux calculs de sélectivité (section des conducteurs d'alimentation, compatibilité des caractéristiques techniques des protections intégrées dans le tableau du panneau technique des ascenseurs) restent à la charge du Titulaire. Ces adaptations (si nécessaire) seront conformes à la C15-100.

### **DÉPOSE DE L'EXISTANT**

Un démontage complet de l'existant sera fait avec évacuation du matériel par le niveau bas. Le démontage comprend la dépose et l'évacuation de l'ensemble du matériel en machinerie et en gaine : armoires, équipements de commande, vérin, centrale hydraulique, etc.

Les équipements paliers seront également déposés et évacués ; les réservations seront adaptées au futur matériel.

Les bordereaux de suivi seront transmis. Ils devront en outre préciser la nature des matériaux, leur tonnage, le pourcentage recyclé.

### **ÉTUDE DE STRUCTURE**

La structure du bâtiment est réputée conservée.

Toute modification de structure nécessaire à l'installation des nouveaux matériels devra faire l'objet d'une étude béton à la charge du soumissionnaire.

Une étude de structure de modification de la gaine est nécessaire pour le rallongement de la course.

### **REPRISE DES SOLS**

Les sols seront raccordés au plus proche des finis existants (y compris chape).

### **ADAPTATION DE L'ALIMENTATION ÉLECTRIQUE**

Le Titulaire adaptera l'alimentation des appareils neufs à partir de l'alimentation de l'appareil existant. Il vérifiera notamment la compatibilité et l'adéquation de la ligne avec la puissance de son installation, y compris disjoncteur en pied de colonne si nécessaire.

### **TRAVAUX PEINTURE**

Les murs touchés par les travaux seront repris en finition à l'issue des travaux afin de retrouver un niveau de propreté équivalent.

### **REMISE EN ÉTAT MACHINERIE**

Le Titulaire devra assurer une remise en état des locaux machineries des ascenseurs.

Ces travaux comprendront notamment :

- La dépose de tout le matériel électrique et hydraulique existant.
- Nettoyage et dégraissage du sol de machinerie, application d'une peinture antidérapante et anti-poussière sur l'ensemble de la surface du local (sol et murs).

## REPRISES CONTACTS GTC ASCENSEURS

Reprise des contacts GTC actuels :

Les échanges d'information avec le SSI et la GTC se feront par des contacts secs installés dans un boîtier plexo (au marché ascenseur) équipé de bornes sectionnables de type Wago.

**Les liaisons courantes faibles seront raccordées dans ce même boîtier excepté des branchements réalisés sur RJ45 à lister à l'offre (liaison Ethernet).**

## 2.7. Qualité des matériaux

Tous les matériaux utilisés doivent être de première qualité. Tout matériau ne répondant pas aux prescriptions du présent marché sera refusé par le Maître d'ouvrage. Le Titulaire s'engage à les démolir, à les enlever hors du chantier et à les évacuer dans les délais qui lui sont prescrits. A défaut et après mise en demeure restée infructueuse, les matériaux défectueux seront démolis ou déposés et évacués aux frais, risques et périls du Titulaire.

Le Titulaire est tenu de produire, à la demande du maître d'œuvre, toutes les justifications sur la provenance et la qualité des matériaux.

## 3. CONNAISSANCE DES LIEUX

Les travaux faisant l'objet du présent cahier des charges, sont réalisés dans un bâtiment en fonctionnement.

Le Titulaire prend les lieux dans l'état où ils se trouvent au moment du début des travaux et se charge, s'il le souhaite, de faire effectuer à ses frais un constat d'état des lieux contradictoire avant toutes interventions en présence des représentants du Théâtre ou son représentant ainsi que toute entité qui pourrait être impliquée dans le cadre des travaux. Toutes dégradations des existants seront à reprendre aux frais du Titulaire. Le Titulaire devra en tenir compte et prévoir toutes les protections nécessaires, tant pour la poussière, que pour la protection des Compagnons de l'entreprise, ou des utilisateurs. Le Titulaire doit avoir la connaissance parfaite des lieux et sera tenue de signifier physiquement sa visite au Maître d'Ouvrage, pendant les heures ouvrables, et auprès du contact sur site.

**La visite du site est obligatoire, conformément au RC.**

Le Titulaire devra prendre toutes les dispositions utiles pour que les approvisionnements, le matériel installé sur le chantier, ne soient pas accessibles. Les aires de stockage et de stationnement seront désignées par le Maître d'Ouvrage. Il ne sera alloué au Titulaire aucune indemnité pour dommages causés par sa négligence ou son imprudence.

Aucun travail provenant éventuellement d'erreur ou d'omission dans les spécifications des offres ne pourra faire l'objet d'un quelconque supplément de prix.

Il appartiendra au Titulaire de faire valoir clairement dans son offre toutes les réserves éventuelles constatées dans l'application de ce projet, et de veiller à ce que tous les éventuels points litigieux soient abordés avec le Maître d'Ouvrage avant la notification du présent marché.

Le présent marché a un caractère forfaitaire et doit comprendre toutes les opérations conduisant à un complet et parfait achèvement des travaux ; aucune plus-value ne sera acceptée en cours de chantier, qui aurait pour cause une insuffisance de reconnaissance des ouvrages.

## **4. Préparation, Coordination et Exécution des travaux**

---

### **4.1. Rendez-vous de chantier**

L'organisation et la fréquence des rendez-vous de chantier sont laissées à l'initiative du Maître d'Ouvrage en fonction des nécessités et des phases d'avancement du chantier.

Les rendez-vous de chantier sont obligatoires et le Titulaire est tenu d'y assister.

Le Titulaire devra se faire valablement représenter afin que les décisions prises soient immédiates. Le représentant du Titulaire devra être un interlocuteur technique qualifié et permanent ayant pouvoir de décision. Les rendez-vous de chantier pourront faire l'objet de comptes rendus établis et diffusés par le Maître d'œuvre au Titulaire. Ces comptes rendus prennent un caractère contractuel après un délai de cinq (5) jours et devraient éviter toute correspondance parallèle.

### **4.2. Habilitation du personnel**

Le personnel intervenant dans le cadre de ces travaux devra impérativement présenter les habilitations suivantes :

Pour le personnel exécutant : Habilitation Électrique

Pour le personnel encadrant en particulier le conducteur des travaux (contremaître) : Habilitation Électrique

Le personnel du Titulaire doit obligatoirement être muni d'une carte d'identité de son Entreprise.

Les copies conformes des attestations et habilitations devront être présentées avant remise de l'ordre de service auprès du maître d'ouvrage.

En cas de non-présentation de ces documents, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'annuler la prestation sans préavis ni dédommagement.

### **4.3. Exécution des travaux**

L'ensemble des travaux nécessaires au bon achèvement des ouvrages est compris dans le présent marché, notamment :

- Les études nécessaires à l'installation du matériel ;
- Le transport et le stockage sur le chantier ;
- La manutention de l'ensemble du matériel.
- L'enlèvement de tout le matériel non réutilisé ;
- La fourniture et la pose de tout le matériel nécessaire à la parfaite mise en œuvre des
- Ascenseurs conformément aux spécifications du présent CCTP ;
- L'ensemble des protections pour la sécurité des personnes à assurer pendant les travaux. Le balisage des zones à risques, les protections des baies palières et toutes protections collectives nécessaires à la sécurité des usagers.
- La vérification de la compatibilité du disjoncteur en pied de colonne avec le matériel installé et son remplacement dans le cas d'une incompatibilité ou de dysfonctionnement constaté à la mise en service. Cette liste étant non exhaustive, le candidat jugera de manière générale et au vu de l'installation, des travaux complémentaires qu'il estimera nécessaire d'effectuer. Ces travaux pourront être d'ordre divers : conformité réglementaire, fiabilité de l'installation, confort des usagers.

En tout état de cause l'offre du candidat devra être conforme en tous points à l'ensemble des prescriptions réglementaires en vigueur au jour de la remise de l'offre.

Le candidat ne pourra en aucun cas faire prévaloir une éventuelle omission, au présent marché, pour justifier la mise à disposition d'une installation non réglementaire à l'issue des présents travaux ou prétendre à un éventuel avenant en plus-value.

La description des travaux ci-après n'est pas strictement limitative et le Titulaire du marché devra les travaux et les fournitures nécessaires à la livraison de l'installation en parfait ordre de marche et conforme à la législation en vigueur.

Tous les frais de location, double transport, déploiement et modification sont compris dans l'offre et ne peuvent donner lieu à des réclamations.

Le Titulaire doit apporter dans la réalisation des travaux la plus grande diligence et suivre, pour leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit, la marche indiquée par le Maître d'Œuvre. Il est tenu de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant. Il est également tenu d'avoir toujours tous matériels, approvisionnements et outillages divers de manière à assurer la bonne marche des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit. Dans le cas où un retard serait constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage pourrait mettre en demeure l'entreprise.

#### **4.4. Responsabilité**

Dans le cadre de son obligation de résultat, le Titulaire est tenu de livrer ces travaux dans le respect du marché et conformément aux délais.

Il sera également responsable des dommages de toute nature qui pourraient être causés, pendant les travaux, à tout ouvrage, bâtiment ou partie de bâtiment existant, à toute personne, par le fait de ses travaux.

En cas de sinistre du fait de l'exécution de ses travaux, le Titulaire supportera tous les frais liés tels que les frais de déblaiement, de remplacement, de réparation ou de reconstruction de la ou des parties sinistrées, ainsi que les conséquences financières sans pouvoir prétendre à une indemnité ou révision du montant de son marché pour le surcoût correspondant.

Le Titulaire prendra toutes les dispositions pour la sécurité de toutes personnes présentes dans le bâtiment notamment dans l'environnement proche de la zone de travaux.

#### **4.5. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Compte tenu de l'occupation du bâtiment durant le déroulement des travaux, le Titulaire veillera tout spécialement :

- A la sécurité des abords du chantier pour les personnes.
- Au parfait état de propreté du chantier et de ses abords.
- A la gestion des nuisances sonores avec l'accord du Maître d'Ouvrage.
- A l'obtention de permis de feu après avis auprès du Maître d'Ouvrage.
- A la non-propagation des poussières dans les circulations.

Il devra respecter le décret du 20 février 1992 qui concerne les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Le Titulaire mettra à la disposition de ses équipes et de ses sous-traitants des locaux pour vestiaires, sanitaires/douches et réfectoire. Il assure le gardiennage, l'éclairage, la signalisation et la clôture des ouvrages en chantier.

Le Titulaire installera et entretiendra, pendant toute la durée des travaux, les dispositifs de sécurité de son personnel travaillant sur le chantier, tel qu'il en a l'obligation à travers les différentes recommandations et prescriptions du ministère du travail.

Le personnel de l'entreprise satisfera ses besoins en électricité en utilisant les réseaux existants du bâtiment.

Il installera les coffrets de chantier qui lui seront nécessaires afin d'assurer la distribution électrique et l'éclairage de ses zones d'intervention. Les coffrets et les rallonges électriques de chantier seront sous la responsabilité du Titulaire notamment pour ce qui concerne les protections (calibrage des différentiels, etc.).

Du fait que le présent programme nécessite l'intervention de plusieurs corps de métier, le chantier sera soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 portant

modification des dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et de la réglementation subséquente, notamment :

- le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil,
- le décret n° 95-607 du 6 mai 1995 portant liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil,
- le décret n° 95-608 du 6 mai 1995 portant modification du code du travail en vue de le rendre applicable aux travailleurs indépendants ainsi qu'aux employeurs exerçant directement une activité sur les chantiers de BTP.

La zone de stockage, non accessible au public, sera déterminée en accord avec le Maître d'Ouvrage et suivant la configuration du site. Cet espace sera sécurisé par le soumissionnaire, y compris lors des phases d'approvisionnement et de cheminement du matériel sur la zone travaux.

Un plan de masse détaillant la zone de stockage et son organisation sera établi par l'entreprise et devra être transmis au Maître d'Ouvrage pour accord.

#### **4.6. État des lieux, dégradations, nettoyage**

Les moyens de transport ou de livraison devront être choisis de telle sorte que leur circulation ne provoque aucune dégradation du revêtement au sol, à l'intérieur comme à l'extérieur du bâtiment.

**Un état des lieux sera réalisé avant les travaux.**

**Un état des lieux contradictoire sera réalisé en fin de chantier.**

Les éventuelles dégradations devront faire l'objet de reprises à la charge du Titulaire du marché.

Le chantier devra être constamment en parfait état de propreté. L'entreprise devra les protections de sol, mur, escaliers, etc. qu'elle jugera nécessaire et l'enlèvement des gravats, emballages ainsi que le **nettoyage intégral et journalier** de sa zone d'intervention.

Si le Titulaire tentait de se soustraire à l'obligation d'enlever les matériels ou gravats provenant de ses travaux, le Maître d'œuvre ferait alors procéder après mise en demeure, au nettoyage par une entreprise spécialisée, aux frais uniques de l'entreprise défaillante.

#### **4.7. Protections de chantier**

Des mesures spécifiques seront prises quant à la tenue du chantier pour prendre en compte les particularités du bâtiment.

**Préalablement à la réalisation des travaux, une palissade de chantier périphérique toute hauteur sera mise en place sur chaque palier.**

Réalisée en contreplaqué peint en blanc ou en mélaminé, elle sera équipée d'une porte pour l'accès au chantier (réalisée par le présent marché). La porte sera munie à l'extérieur d'un verrou (canon) et d'un bouton moleté à l'intérieur.

Cette palissade sera **étanche** de façon à éviter toute propagation de poussière dans les circulations.

Cette protection devra permettre d'isoler les compagnons de la zone en travaux et de prévenir contre les dégradations au pourtour de la zone.

En partie basse, la protection rigide devra faire au minimum 2 mètres de haut.

Tout autre moyen mis en œuvre par l'entreprise devra garantir un niveau similaire de propreté et de sécurité.



#### 4.8. Délai, horaires d'interventions et planification des travaux

##### Horaires

Au regard des obligations en termes de délais, l'entreprise pourra, si elle le souhaite, travailler de **8h00 à 18h00** du lundi au vendredi avec deux équipes.

**Travaux de manutention** (évacuation des déchets, gravats et matériels)

Ces évacuations se feront par le niveau principal sur un cheminement en accord avec le Maître d'Ouvrage.

##### Planning travaux

Le Titulaire est tenu de respecter le planning d'intervention fourni pour l'ensemble des prestations prévues au présent cahier des charges.

#### 4.9. Identification des intervenants et entreprises

Le personnel intervenant sur le chantier sera obligatoirement de l'entreprise Titulaire ou de l'un des sous-traitants acceptés par le Maître d'Ouvrage.

Une liste nominative sera préalablement fournie au Maître d'Ouvrage (nom, prénom, entreprise, habilitations, copie de la carte d'identité et copie de la carte PRO BTP) pour contrôle des accès.

#### 4.10. Échantillons

Le Titulaire du marché présentera **dans le mois suivant** l'ordre de service les échantillons concernant les finitions esthétiques de la cabine et du monte-charge : sol, mains courante, panneaux cabine, type d'éclairage, boîtes à boutons, signalisations palières, etc.

Il remettra l'ensemble des échantillons au Maître d'œuvre qui le présentera pour approbation au Maître d'Ouvrage. Une visite du showroom de l'entreprise pourra être organisée à la demande du maître d'ouvrage.

#### 4.11. Amiante (**A VOIR SI NECESSAIRE**)

Deux types de déchets amiante se doivent d'être considérés :

- Les matériaux ou produits contenant de l'amiante issues de la structure du bâtiment et pouvant être présent en machinerie, en gaine (flocage, calorifugeage, peinture, enduits etc....) ou dans les parties communes.

- Les matériaux ou produits contenant de l'amiante issue d'un des organes des ascenseurs (enduit, bitume, plaque de pical sur portes palières et portes de cabine, frein, etc...).

Le Maître d'Ouvrage, conformément à la législation en vigueur fera réaliser un repérage amiante avant travaux selon une liste précise de travaux et un périmètre défini.

Lors de sa visite sur site, si l'entreprise identifie des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante n'ayant pas été repéré dans le rapport amiante avant travaux, elle devra le signaler. Le Maître d'Ouvrage fera réaliser un repérage amiante complémentaire.

Cependant, la présence de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante en parties cachées ou non, dans les gaines et les locaux de machinerie reste envisageable.

Dans la mesure où le personnel de l'entreprise rencontrerait ce type de matériaux ou de produits, le chantier serait immédiatement arrêté. Le Maître d'Ouvrage dûment avisé prendra toutes mesures utiles qui s'imposent.

L'enlèvement et le retraitement de l'amiante ne serait bien sûr pas à la charge du Titulaire.

Pour les matériaux ou produits contenant de l'amiante issue des organes des ascenseurs, 2 types de matériaux ou produits doivent être considérés.

- Les petits déchets amiante (frein, contacteur, travaux d'implantation de boîte à bouton, etc...) feront l'objet d'une dépose en sous-section 4 avec la mise en œuvre d'un mode opératoire que le prestataire aura préalablement validé suivant les dispositions du décret n° 2012-639.

- Les déchets amiante plus importants, dépose des portes palières par exemple, feront l'objet soit :



o D'une dépose en sous-section 4 par la mise en œuvre d'un mode opératoire que le prestataire aura préalablement validé suivant les dispositions du décret n° 2012-639.

o D'un retrait en sous-section 3 par la mise en œuvre d'un plan de retrait conformément au décret n° 2012-639 au 1° de l'article R. 4412-94 sous-section 3 du code du travail.

Le Titulaire s'attachera les services d'une entreprise justifiant de sa capacité à réaliser ces travaux par l'obtention de la certification délivrée par des organismes certificateurs conformément à l'article R 4412-129 du code du travail.

L'entreprise soumissionnaire devra prévoir à sa charge les procédures adaptées de dépose, de conditionnement, d'évacuation, de suivi et de retraitement des déchets contenant de l'amiante.

**Nota :** Le Titulaire se référera aux rapports de repérage amiante avant travaux joints à la présente consultation afin de prendre connaissance de la présence éventuelle de matériaux ou produits contenant de l'amiante sur l'installation. Il mettra en œuvre sous sa responsabilité les modes opératoires adaptés ou le plan de retrait suivant la réglementation en vigueur.

L'offre est réputée contenir toute suggestion afférente à la dépose et au retraitement des matériaux ou produits contenant de l'amiante issus des organes des appareils et des éléments du bâtiment impactés par la réalisation des travaux. Le bordereau de suivi de déchets amiante sera fourni par le Titulaire du marché.

## 5. Marquage CE

---

L'indication du marquage CE de conformité devra être apposée dans la cabine et dans le monte-charge et sur chacun des composants de sécurité. L'installateur des appareils assume la responsabilité de la conception, de la fabrication, de l'installation des équipements, appose le marquage CE et établit la déclaration "UE" de conformité.

## 6. Essais et réception

---

### 6.1 Contrôles et vérifications

En cours de travaux, chaque fois que cela est nécessaire, et à la fin des travaux, le Maître de l'ouvrage ou son représentant qualifié procède aux opérations de contrôle et aux vérifications qualitatives et quantitatives en présence de l'Entrepreneur ou de son représentant. L'Entrepreneur procédera, à ses frais, aux opérations de montage et de démontage des appareils et des parties de l'installation qui seront indispensables pour effectuer ces contrôles, mesures et essais. Avant l'exécution de ses autocontrôles, le Titulaire devra communiquer à l'Organisme de contrôle le programme détaillé de ses vérifications techniques.

### 6.2 Autocontrôle et garantie

Dès l'achèvement des travaux, il sera procédé à la vérification de la conformité des installations par rapport au Cahier des charges et à la réglementation en vigueur. Les dispositifs de sécurité seront également testés. Avant la réception des travaux, le Titulaire du présent marché devra remettre un dossier comprenant :

- Le manuel d'instruction conformément à la Directive Ascenseur 2014/33/UE, en quatre parties :
- Documentation de base.
- Documentation technique.
- Instructions de maintenance.
- Instructions d'utilisation.
- Les schémas des installations électriques. La réception des installations sera prononcée si les essais ont donné satisfaction et si le rapport consignait les résultats ne fait apparaître aucune réserve. La mise en service des appareils ne sera autorisée qu'après réception. Le Titulaire devra assurer la garantie totale des installations (matériel et main d'œuvre) pendant la première année de fonctionnement. L'entretien

de type "Complet" sera assuré au titre du présent marché pendant trois mois à compter de la date de la réception sans réserves.

### **6.3 Essais de fonctionnement**

- Mesure de la vitesse et des intensités absorbées tant en montée à charge qu'en descente à vide.
- Vérification de l'équilibrage.
- Vérification du nivelage et des distances paroi cabines.
- Les essais d'iso nivelage à charge variable à tous les étages et dans les 2 sens.
- Contrôles et essais des verrouillages des portes palières.
- Contrôle de tous les verrouillages électriques et des interrupteurs en fin de course.
- Vérification des commandes en fonction de la manœuvre adaptée.
- Contrôle des butées en fin de course et vérification des réserves.
- Essais d'échauffement du moteur, des freins et appareillage.
- Vérification des jeux.

### **6.4 Essais de freinage et de parachute**

Les essais de freinage seront réalisés avec 25 % de surcharge. Les essais de parachute seront réalisés avec une charge uniformément répartie. Après ces essais, l'Entreprise aura à sa charge, la remise en état éventuelle des guides.

### **6.5 Essais acoustiques**

Les niveaux de bruit et de vibration seront mesurés au sonomètre normalisé (NF S 31.005) muni du filtre A, en vue de vérifier que la pression acoustique engendrée dans les bureaux reste inférieure à 30 décibels.

### **6.6 Contrôle et essais divers**

#### **Comprenant les vérifications suivantes :**

##### **A / Cabine**

- Dimensions.
- Dispositifs de manœuvre et de signalisation.
- Aménagement intérieur.
- Consignes de manœuvre et indications concernant la charge.
- Éclairage normal.
- Éclairage de sécurité.
- Alarmes.
- Liaison phonique (interphone, téléphone).
- Verrouillages électriques.
- Contact de fermeture.

##### **B / Portes palières**

- Passage libre, protection lors d'un passage.
- Verrouillages et dispositifs de sécurité.
- Déverrouillage de secours par clé spéciale.
- Vitesse de fermeture.
- Dispositifs de manœuvre de signalisation.

##### **C / Gaines**

- Jeux entre organes mobiles ou entre organes fixes et organes mobiles.

→ Nature des amortisseurs et des butées.

## **D / Local machinerie ou armoire électrique**

- ☐ Prescription concernant le dépannage.
- ☐ Alarmes et signalisations.
- ☐ Installations électriques (éclairage normal, secours, armoires électriques).
- ☐ Repérage des équipements.

Les essais seront effectués en présence du Maître d'Œuvre.

La main d'œuvre et le matériel nécessaire aux essais seront à la charge du Titulaire du marché de travaux.

Si les résultats des essais ne sont pas satisfaisants, le Titulaire est tenu d'effectuer toutes les mises au point nécessaires dans le délai fixé par le Maître d'œuvre.

Le contrôle de fin de travaux comprendra la vérification :

- De la conformité de l'installation aux normes et documents contractuels.
- Des équipements, accessoires de commande et de sécurité.
- Du marquage CE effectif de l'appareil avec remise par l'entreprise des documents liés.
- Des essais de fonctionnement, notamment pour les systèmes d'alarmes.

La réception définitive des ouvrages a lieu à l'achèvement complet des travaux et au vu du parfait fonctionnement des appareils. La mise en service des appareils est précédée d'opérations préalables à la réception comportant au moins le constat contradictoire de parfait fonctionnement de l'équipement. Ces OPR sont sans influence sur la date d'effet du délai de garantie, qui ne prendra effet qu'à la date de réception, mais révèlent les travaux non-conformes. Lors de la réception des ouvrages, les réserves constatées lors des OPR devront toutes avoir été levées.

La réception sera effective lorsque le procès-verbal de réception sera sans réserve.

## **7. Documents conformes à l'exécution**

**Au plus tard 15 jours avant la date prévue de réception, l'entrepreneur est tenu de fournir, pour vérification par le Bureau d'Études et le Bureau de Contrôle, un dossier technique comportant :**

- Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien de l'appareil et particulièrement pour la sécurité (manuel utilisateur).
- Les documents du marquage CE (dont le certificat) dûment signés et complétés par l'entreprise.
- Les notes de calculs afférentes à l'appareil (suivant Annexe B EN81-20).
- Les Procès-Verbaux de classement au feu des portes et des matériaux constitutifs de l'appareil.
- Les notes de structure relatives aux travaux.
- Les plans d'installations définitifs et les descriptifs de l'installation (format papier et Autocad -extension .dwg version 2007 a minima).
- Les schémas électriques des circuits d'alimentation, de manœuvre et de sécurité. Sur ces schémas seront précisés les différents organes de commande et de sécurité. Un exemplaire de ces schémas sera prévu en machinerie.
- Une étude de sécurité selon les dispositions du décret 2008-1325 juste après l'achèvement de l'ouvrage devra être réalisée. Le résultat de cette étude sera intégré au D.O.E.
- Les Procès-Verbaux de retraitement, revalorisation des déchets.
- Après approbation du contenu, ce dossier sera diffusé sous format papier en 3 exemplaires minimum et un CDROM (format .pdf).

## **8. Conditions de Garantie**

---

### **8.1. Période de garantie**

Le Titulaire ayant participé à la réalisation des ouvrages objets du présent programme garantira la réalisation de ses travaux suivant les spécifications techniques du présent cahier des charges et les règles de l'art propres à ses activités. La période de garantie pourra être prolongée tant que les essais de marche normale de puissance et de rendement n'auront pas donné satisfaction et que toutes les prescriptions des documents contractuels n'auront pas été observées. La date de départ du délai de garantie ne prendra effet qu'à la date de réception sans réserve de l'installation.

Le Titulaire devra s'engager à fournir les pièces de rechange pour une durée de 10 ans pour les composants électroniques, de 20 ans pour les composants électromécaniques et mécaniques à compter de la date d'installation de l'appareil ou de la date de modernisation du composant de l'appareil le cas échéant.

### **8.2. Garantie de parfait achèvement**

Elle sera d'1 an à partir de la réception (sans réserve) pour toutes les installations. Le Titulaire remplacera toutes les pièces reconnues défectueuses, mécaniques, électroniques ou électriques, en utilisant seulement les pièces standards de l'équipement en cause pendant un an à dater de la réception des travaux.

Le Titulaire restera responsable de tous les accidents matériels ou corporels qui pourraient résulter de la fabrication ou de l'installation du matériel ainsi que des dommages et intérêts qui pourraient en résulter.

Une retenue de garantie du parfait achèvement à hauteur de 5% du coût global des travaux sera appliquée dans le présent marché.

### **8.2. Garantie du matériel (garantie de bon fonctionnement)**

L'ensemble du matériel fourni par le Titulaire devra être garanti contre tout vice de construction pendant une durée de deux ans, à dater de la réception définitive de l'installation. Cette garantie ne pourra s'appliquer aux conséquences de l'usure normale, ni à celles résultant d'une mauvaise utilisation de l'installation.

L'installation sera garantie en état de bon fonctionnement pendant une durée de deux ans, à compter de la mise en service définitive de l'installation.

### **8.3. Garantie décennale**

Le Titulaire devra garantir :

- Que, pendant dix (10) années à partir de leur mise en marche, le Titulaire prend la responsabilité de tout vice de construction ou de matière ;
- Que, le Maître d'ouvrage sera couvert par lui de toute responsabilité civile ou pénale à laquelle l'usage de ces appareils pourrait donner lieu du fait de mauvais fonctionnement.

Le Titulaire devra s'assurer contre les accidents à une Compagnie d'Assurances agréée et notoirement solvable.

## **9. Maintenance et assistance**

---

### **9.1 Maintenance durant la période de garantie**

Le délai de garantie expirera 1 an après la réception finale des travaux. Pendant cette période le Titulaire devra remplacer toutes les pièces défectueuses et remettre l'installation en fonctionnement. Les frais de main d'œuvre et de déplacement sont à inclure dans la garantie. Le Titulaire fournira un contrat d'entretien et de dépannage établi en bonne et due forme à 0€ pour la première année à dater de la réception finale des travaux.

Le contrat de dépannage devra décrire une intervention sous 4h, 24h sur 24h, et 7 jours sur 7.